



SYNTHÈSE PRESSE RAPPORT PLANÈTE VIVANTE

Le Rapport Planète Vivante, publication phare du WWF publiée tous les deux ans depuis 1998, dresse un état des lieux de la biodiversité mondiale et de la santé de la planète. Il analyse l'état de la nature, les pressions exercées par les activités humaines et les solutions pour inverser la tendance.

L'un des principaux indicateurs du rapport, l'Indice Planète Vivante (IPV), suit l'évolution de populations de vertébrés sauvages observées pendant au moins deux ans. Il mesure si, en moyenne, ces populations augmentent ou diminuent depuis 1970, et non le nombre d'espèces ou d'animaux disparus.



-73%

Entre 1970 et 2022, la taille moyenne des populations d'animaux sauvages suivies à l'échelle mondiale a diminué de 73 %

Mais cette moyenne recouvre des réalités différentes : certaines populations déclinent, tandis que d'autres sont stables ou augmentent. Le rétablissement de certaines populations montre ainsi que le déclin n'est pas une fatalité.

La biodiversité n'est pas un sujet périphérique : elle est le socle de notre alimentation, de notre eau, de notre santé, de notre climat, de nos économies et de nos sociétés. Environ la moitié du PIB mondial, soit quelque 58 000 milliards de dollars en 2023, provient d'activités qui dépendent d'une manière ou d'une autre de la nature.

≈ 50 % du PIB mondial
58 000 Mds \$
dépend d'une manière ou d'une autre
DE LA NATURE

DES RÉSULTATS CONCRETS QUI MONTRENT QUE LE DÉCLIN N'EST PAS UNE FATALITÉ



À l'international :

**Tigre : +70 %
entre 2010 et 2025**

Le nombre de tigres sauvages dans le monde est passé d'environ **3 200 à 5 700 individus entre 2010 et 2025**. Cette progression reflète des efforts de conservation menés à plusieurs niveaux, des communautés locales aux gouvernements et initiatives internationales.

En 2025, la tortue verte est passée de « En danger » à « Préoccupation mineure ». Cette amélioration est notamment le résultat de la protection des sites de ponte, de la lutte contre la surexploitation et de la prévention des captures accidentelles dans les engins de pêche.

**Tortue verte :
50 années d'efforts
de conservation**



En France :

Cigogne noire : 70 à 90 couples reproducteurs aujourd'hui

Après avoir quasiment disparu d'Europe occidentale, la cigogne noire recolonise progressivement la France grâce à plusieurs décennies d'efforts de protection. Le WWF contribue aujourd'hui à sa protection en soutenant la protection et la bonne gestion des forêts, par exemple dans la région d'Auberive, en Haute-Marne. L'espèce reste néanmoins En danger en France.



Quasiment disparue de France dans les années 1980, la loutre recolonise progressivement le territoire depuis sa protection en 1981 et la mise en oeuvre de Plans nationaux d'actions. Son retour illustre l'efficacité des politiques de protection et de restauration des milieux aquatiques.

**Loutre d'Europe : +40 %
de surface de présence en France
entre 2009 et 2023**



Gypaète barbu : une trentaine de couples reproducteurs dans les Alpes françaises

Disparu des Alpes dans les années 1930, le gypaète barbu y est revenu grâce à un premier programme de réintroduction lancé dans les années 1980 par le WWF France, l'UICN et la Société Zoologique de Frankfort et suivi depuis de programmes successifs menés par d'autres acteurs de la conservation. Son retour constitue un succès de conservation, même si l'espèce reste fragile.

PROTÉGER LES ESPÈCES FONCTIONNE MAIS NE SUFFIT PAS

La conservation fonctionne quand tous les acteurs se mobilisent, mais elle ne peut à elle seule répondre à l'ampleur des menaces qui pèsent sur la nature. Nous ne sauverons pas durablement la biodiversité en protégeant quelques espaces ou quelques espèces tout en continuant à financer et développer les systèmes qui la détruisent.

Le WWF France appelle donc à transformer trois grands systèmes qui exercent une pression majeure sur la nature

- **L'alimentation**, en développant une production plus favorable à la nature, en faisant évoluer les régimes alimentaires et en réduisant les pertes et gaspillages ;
- **La finance**, en réorientant les investissements pour réduire les financements d'activités destructrices et accroître ceux favorables à la restauration de la nature ;
- **L'énergie**, en accélérant la transition vers des systèmes bas carbone et les énergies renouvelables.

AGRICULTURE Réconcilier agriculture et biodiversité pour garantir notre souveraineté alimentaire

La sécheresse historique de 2026 l'a brutalement rappelé : production agricole et bonne santé de notre environnement sont désormais indissociables.

Les dérèglements climatiques, la raréfaction de l'eau et l'érosion de la biodiversité menacent directement les rendements agricoles, avec des pertes constatées de 50 % en moyenne dans de nombreux territoires, et donc notre souveraineté alimentaire.

Ces crises sont aggravées par la transformation des paysages liée aux activités humaines, notamment à l'intensification agricole. En France, elle s'est traduite au cours des dernières décennies par la disparition de 70 % des haies, de près de la moitié des zones humides et d'un quart des prairies naturelles.

Les plans et lois d'urgence agricoles qui se succèdent privilégient pourtant encore trop souvent le stockage artificiel de l'eau au détriment du stockage naturel, permettent la poursuite de la destruction des zones humides ou encouragent des cultures de moins en moins adaptées à notre climat.

AGRICULTURE ET BIODIVERSITÉ NE SONT PAS CONDAMNÉES À S'OPPOSER. ELLES PEUVENT, ET DOIVENT, SE CONCILIER

Les espaces agricoles accueillent une biodiversité essentielle à la production : pollinisateurs, organismes du sol, haies ou zones humides contribuent à la fertilité des sols, à la régulation de l'eau, au stockage du carbone et à la pollinisation des cultures.

L'agriculture biologique, l'élevage durable ou encore les pratiques abouties d'agriculture régénératrice montrent qu'il est possible de concilier production, adaptation au changement climatique et préservation des ressources naturelles.



LES DEMANDES DU WWF FRANCE

1. FAIRE DE LA FUTURE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE LE LEVIER DE LA RÉSILIENCE AGRICOLE.

Avec actuellement près de 9 milliards d'euros annuels, soit 56 % des subventions publiques à l'agriculture française, la PAC doit devenir l'outil de la transformation vers une agriculture capable de faire face au changement climatique, tout en préservant l'eau, les sols et la biodiversité.

2. APPLIQUER LE PRINCIPE POLLUEUR-PAYEUR.

Le coût des usages les plus nocifs pour la biodiversité, comme la pollution ou la surutilisation de l'eau, doit progressivement être supporté par ceux qui en sont à l'origine.

3. PROTÉGER LES AGRICULTEURS FRANÇAIS ET EUROPÉENS DE LA CONCURRENCE DE PRODUITS NE RESPECTANT PAS LES MÊMES NORMES.

Les produits importés doivent respecter les normes européennes en matière de santé, d'environnement, de biodiversité et de bien-être animal.



FINANCE Réorienter les financements : arrêter de financer la destruction de la nature

Chaque année dans le monde, environ **6 300 milliards d'euros** financent des activités qui dégradent la nature, contre à peine **190 milliards pour la protéger** ou la restaurer.



La France ne fait pas exception : l'État dépense chaque année **37 milliards d'euros en soutiens dommageables à la biodiversité**, contre seulement **3 milliards d'euros pour sa protection**.

EN FRANCE, POUR 1 € QUI RÉPARE, 10 € DÉTRUISENT.

Ce déséquilibre n'est pas seulement un problème écologique : c'est aussi un risque économique. En France, 42 % de la valeur des actions et obligations détenues par les institutions financières provient d'entreprises fortement dépendantes de la nature.

Selon la Banque mondiale, un effondrement partiel des services rendus par la nature coûterait 2 700 milliards de dollars par an dès 2030, soit 2,3 % du PIB mondial.

CE QUI FINANCE AUJOURD'HUI LA DESTRUCTION PEUT FINANCER DEMAIN LA RESTAURATION

La finance joue un rôle central dans l'orientation de notre économie : elle fournit aux entreprises les capitaux dont elles ont besoin pour développer leurs activités. Ces financements peuvent soutenir des secteurs qui dégradent les écosystèmes, comme l'agriculture intensive, l'exploitation des énergies fossiles ou l'artificialisation des sols, mais ils peuvent aussi être réorientés vers des activités favorables au climat et à la nature.



LES DEMANDES DU WWF FRANCE

1. FAIRE DE LA FRANCE UN MOTEUR DE LA RÉFORME FINANCIÈRE EUROPÉENNE ET MONDIALE.

Renforcer la classification, la transparence et la valorisation des entreprises en fonction de leur impact sur le climat et la nature.

2. RÉORIENTER L'ÉPARGNE DES FRANÇAIS VERS LES ACTIVITÉS DURABLES.

Une partie des produits d'épargne réglementés, comme l'assurance-vie ou les plans d'épargne retraite, doit être fléchée vers le financement d'entreprises durables.

3. CONDITIONNER L'ARGENT PUBLIC À DES ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX.

Les subventions et marchés publics doivent être réservés aux entreprises capables, notamment pour les plus grandes, de démontrer un impact positif ou a minima non négatif sur le climat et la nature.

ÉNERGIE Sortir des énergies fossiles : une nécessité pour le climat, la nature et notre souveraineté

60 %

DE L'ÉNERGIE
CONSOMMÉE
EN FRANCE PROVIENT
DES ÉNERGIES
FOSSILES

Notre dépendance aux énergies fossiles, qui représentent encore 60 % de l'énergie consommée en France, est notre principale source d'émissions de gaz à effet de serre et contribue directement au changement climatique et à la destruction des écosystèmes.

Cette dépendance a aussi un coût direct : plus de 60 milliards d'euros chaque année pour la France. Les crises de 2022 et 2026 l'ont rappelé : une hausse du prix du pétrole ou du gaz se répercute directement sur les factures et le pouvoir d'achat des ménages.

+ DE 60 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

C'est le coût pour la France
lié à notre dépendance
aux énergies fossiles.

DE LA TRANSITION ÉNERGETIQUE DE LA FRANCE DÉPENDENT LE CLIMAT,
LE POUVOIR D'ACHAT, LE FUTUR DE NOTRE INDUSTRIE ET NOTRE SOUVERAINETÉ

Pour sortir des énergies fossiles, nous devons réduire notre consommation d'énergie, accélérer l'électrification des usages et développer rapidement les énergies renouvelables, de manière compatible avec la protection du vivant.

Mais cette transition reste trop lente.

La nouvelle feuille de route énergétique a été publiée avec trois ans de retard, tandis que les aides à la rénovation des logements, aux véhicules électriques et aux collectivités diminuent. Notre fiscalité reste également incohérente avec nos objectifs : le gaz est par exemple deux fois moins taxé que l'électricité.



LES DEMANDES DU WWF FRANCE

1.

RÉDUIRE NOS CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE ET ACCÉLÉRER L'ÉLECTRIFICATION DE NOS FAÇONS DE NOUS CHAUFFER, DE NOUS DÉPLACER ET DE PRODUIRE, TOUT EN RÉDUISANT NOTRE CONSOMMATION D'ÉNERGIE.

La priorité doit être donnée à l'accompagnement des ménages, artisans et petites entreprises les plus modestes. Réduire nos besoins en énergie et mieux rénover les logements permet aussi de limiter les coûts et les recours en matières premières, notamment en métaux rares et critiques nécessaires à la transition énergétique.

2.

DÉVELOPPER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN PARTAGEANT LEURS BÉNÉFICES AVEC LA NATURE ET LES TERRITOIRES.

Les énergies renouvelables doivent être développées dans le respect de la nature, en privilégiant les espaces déjà artificialisés. Une partie de la richesse créée doit revenir aux territoires pour financer la biodiversité, la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique.

3.

FAIRE PAYER DAVANTAGE LES ACTIVITÉS QUI POLLUENT POUR FINANCER LA TRANSITION DE CEUX QUI N'ONT PAS LES MOYENS DE LA FAIRE SEULS.

Le prix du carbone doit contribuer à réduire les émissions tout en protégeant les ménages d'une hausse excessive des prix. Les recettes générées doivent les aider en priorité à réduire leur consommation et à sortir des énergies fossiles.